

## Nouvelle convention AERAS

La convention AERAS révisée (s'assurer et emprunter avec un risque de santé aggravé) a été signée le 1<sup>er</sup> février 2011 à Bercy en présence des ministres de l'économie, de la santé, de la solidarité et de la cohésion sociale, des représentants des établissements de crédit, des assureurs et des associations des malades.

Ce texte vise à améliorer la convention de 2007. A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2011, les assureurs proposeront un nouveau produit destiné à mieux couvrir les personnes souffrant de pathologie aggravée. Les nouvelles avancées concernent : la création d'un groupe de travail mixte chargé de dresser un inventaire pathologie par pathologie, un diagnostic sur les probabilités de décès et de rechute, l'harmonisation à partir de 2012 de la terminologie des questionnaires de santé, la mise en place de nouveaux mécanismes pour faciliter l'accès à la propriété des jeunes à revenus modestes souffrant d'une pathologie reconnue, la suppression des questionnaires de santé pour les crédits à la consommation de moins de 4 ans et pour les emprunteurs de moins de 50 ans (si le montant du crédit est inférieur à 17 000 €).

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Instituts d'émission : nomination du directeur général

Par décision du gouverneur de la Banque de France en date du 7 janvier 2011, M. Nicolas de Sèze a été nommé directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM, en remplacement de M. Yves Barroux. Il occupait auparavant les fonctions de directeur adjoint au directeur général des Opérations à la Banque de France.

### Conseil de régulation financière

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a réuni pour la première fois le 7 février 2011 les membres\* du Conseil de régulation financière et du risque systémique, créé par la loi de régulation financière du 22 octobre 2010. Ce conseil vise à améliorer la coopération entre les différentes autorités de régulation et à renforcer l'efficacité du dispositif de surveillance de la stabilité financière.

\* le gouverneur de la Banque de France, le vice-président de l'ACP, le président de l'AMF, le président de l'Autorité des normes comptables et trois personnalités qualifiées.

### Dossiers législatifs

#### 1 – Réforme du crédit à la consommation

- Renforcer l'information et la liberté de choix du consommateur ; rendre plus lisibles les contrats de crédit à la consommation

Le décret n° 2011-136 du 1<sup>er</sup> février 2011 relatif à l'information précontractuelle et aux conditions contractuelles en matière de crédit à la consommation a été publié au J.O. du 3 février 2011.

- Un taux annuel effectif global exprimant le véritable coût du crédit

Le décret n° 2011-135 du 1<sup>er</sup> février 2011 relatif aux modalités de calcul du taux effectif global a été publié au J.O. du 3 février 2011.

#### 2 – Plan d'épargne logement

Le décret n° 2011-209 du 25 février 2011 ainsi que les deux arrêtés d'application du nouveau PEL ont été publiés au J.O. du 26 février 2011.

#### 3 - Outre-mer

Le Sénat a adopté le 15 février 2011 la proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'Etat et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française en matière fiscale.

### Association française des établissements de paiement (AFEPA)

Créée fin 2010, l'AFEPA rassemble les nouveaux opérateurs de paiement et de monnaie électronique agréés en France et en Europe. Elle est membre de l'AFECEI (Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement).

### Publications

#### 1 – Bilan de la médiation bancaire pour l'exercice 2009

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/BILAN-DE-LA-MEDIATION-BANCAIRE-2009.pdf>

#### 2 - Fédération bancaire française : mini-guide

- Le FICP mini-guide n°17, nouvelle édition

- Guide de préparation au virement SEPA pour les PME : mini-guide Pro n° 6, nouvelle édition février 2011

Ces brochures sont disponibles en téléchargement sur [www.fbf.fr](http://www.fbf.fr)

#### 3 – Agriculture Outre-mer

Rapport du sénateur Marsin visant à obtenir une compensation des effets sur l'agriculture des DOM des accords commerciaux conclus par l'Union européenne. Le rapport n° 310 est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap10-310.pdf>

### Publications IEDOM

#### 1 – Endettement et surendettement des ménages à la Guadeloupe

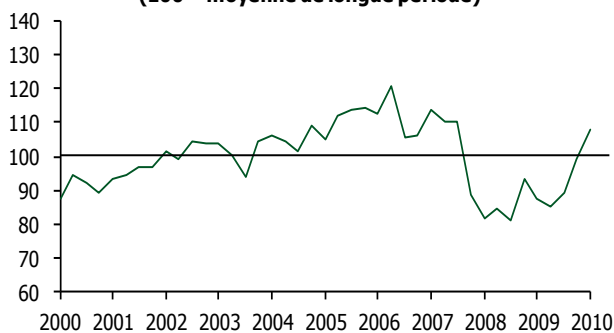
#### 2 – Le microcrédit à la Réunion : un outil d'intégration économique et sociale ?

#### 3 – Le microcrédit professionnel à Mayotte : un outil en plein essor

Dans la collection Note expresse série « Eclairage », n° 88, 89 et 91. Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

**Indicateur du climat des affaires à Mayotte  
(100 = moyenne de longue période)**



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est amélioré au 4<sup>ème</sup> trimestre 2010 (+8,4 points), confirmant la tendance haussière observée au cours des deux précédents trimestres ; il dépasse désormais sa moyenne de longue période. Ce résultat doit cependant être relativisé car il s'explique en partie par les opinions plus favorables sur les délais de paiement et les prix tandis que l'opinion sur l'évolution de l'activité reste négative<sup>1</sup>.

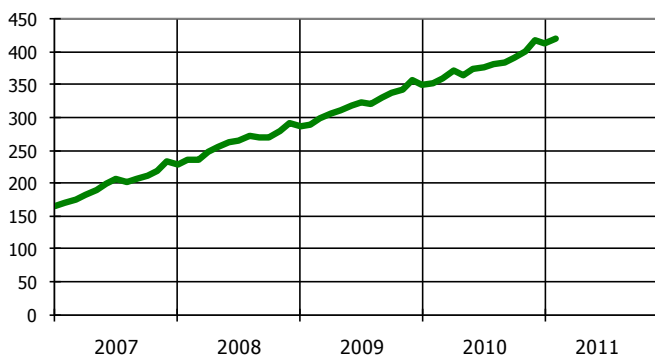
L'évolution mitigée de la consommation des ménages et la dégradation des indicateurs de l'investissement des entreprises confirment l'atonie de l'économie de l'île.

A l'exception de l'industrie (agro-alimentaire et autres), tous les secteurs prévoient une dégradation à court terme de leur activité. Toutefois, l'amélioration de la trésorerie laisse entrevoir, pour plusieurs secteurs, des perspectives d'investissement plus optimistes. La programmation de nouveaux chantiers publics et privés ainsi que l'ouverture récente d'appels à projets dans le secteur hôtelier pourraient conforter ces prévisions pour les secteurs du BTP et du tourisme notamment

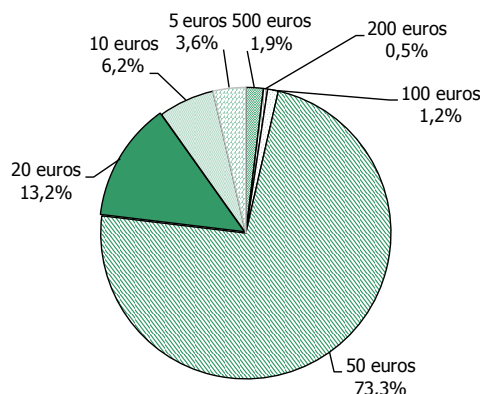
## Les émissions nettes

Au 28 février 2011, les émissions nettes de billets en valeur s'inscrivent en hausse de 1,9 % sur le mois (après -1,4 % en janvier) et atteignent 420,9 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre progressent également : +2,3 %, après -3,5 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 8,1 millions à fin février. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, qui s'était apprécié de plus d'un euro dix en janvier, repasse sous le seuil de 52 €.

**Emissions nettes cumulées de billets, en millions d'euros**

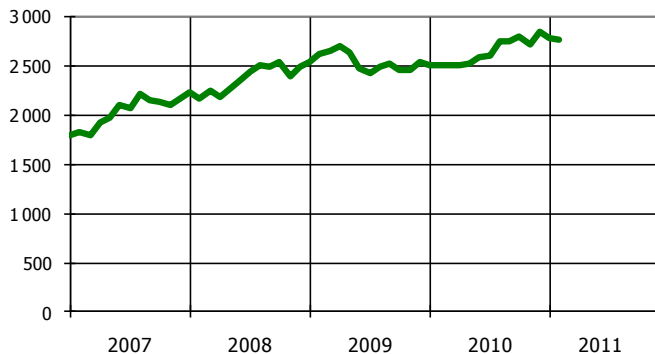


**Répartition des billets en volume**

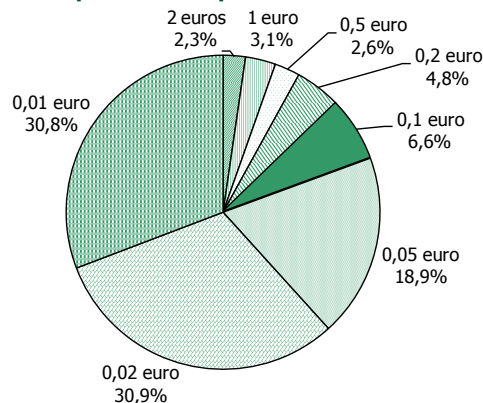


Avec près de 2,8 millions d'euros en circulation à fin février, les émissions nettes de monnaie métallique sont pratiquement stables en valeur ce mois-ci (-0,3 %, après -2,1 % en janvier). Le nombre de pièces émises avoisine 22,3 millions d'unités. La répartition des coupures laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. Parmi ces monnaies, les « pièces rouges » représentent plus de 80 % des pièces émises en nombre et 15 % de leur valeur.

**Emissions nettes cumulées de pièces, en milliers d'euros**



**Répartition des pièces en volume**



<sup>1</sup> De plus, les résultats de l'enquête, donc le calcul de l'ICA, pourraient être biaisés ce trimestre par l'augmentation sensible de la taille de l'échantillon.

# BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

## Tourisme

La desserte aérienne de Mayotte se dynamise et devrait permettre de relancer l'activité touristique de l'île. La compagnie AIR AUSTRAL a annoncé la mise en place de trois vols hebdomadaires directs entre Paris et Mayotte à partir du 31 octobre 2011. Outre le gain de temps, les tarifs devraient baisser d'un montant de 200 à 250 euros. Pour sa part, CORSAIR FLY a annoncé une augmentation de ses rotations à partir de juin 2011 et une baisse sensible de ses tarifs. Les clients de cette compagnie pourraient également bénéficier d'un service de transfert par TGV vers la province grâce à un accord signé avec la SNCF.

## Aménagement du territoire

Le village de M'tsapéré bénéficiera de nouveaux aménagements urbains dans les mois à venir. Quelque 4,5 millions d'euros seront investis et 17 entreprises interviendront sur les différents sites. Par ailleurs, trois grands projets sont en cours de réalisation dans la commune de Dembeni : un lycée polyvalent, un marché couvert et une station d'épuration. Le coût total des investissements est estimé à 45 millions d'euros.

## Environnement

Le 12 février 2011, en présence du préfet, M. Hubert Derache, les partenaires de l'opération « Nayenshi Ourahafou » (« vivons dans la propreté ») ont tiré un premier bilan trimestriel positif de leur action. Ils ont également évoqué les conditions de pérennisation de leur action en faveur de la protection de l'environnement. La mobilisation sociale paraît primordiale et un régime de sanction contre l'insalubrité publique a été envisagé. Le coût de l'opération, d'un montant de 2,5 millions d'euros, est supporté par l'Etat et la Collectivité départementale. Elle mobilisera 187 agents CES (contrat emploi solidarité) sur 18 mois à raison de 10 agents par commune.

## Finances publiques

Le plan d'austérité des finances de la Collectivité se poursuivra en 2011. Le budget de fonctionnement a été revu à la baisse : -3 % pour les recettes, fixées à 242 millions d'euros, et -10 % pour les dépenses, limitées à 238 millions d'euros. S'agissant de l'investissement, la baisse constatée depuis 2009 se poursuivra : entre 2010 et 2011, les recettes passeront de 47 à 43 millions d'euros et les dépenses passeront de 69 à 54 millions d'euros.

## Importations

Le bulletin conjoncturel du 4<sup>ème</sup> trimestre de la DAAF fait ressortir des importations record de fruits et légumes au 4<sup>ème</sup> trimestre 2010 (56 tonnes de tomates, 2,6 tonnes d'ananas et 3,6 tonnes de salades). Les tomates sont essentiellement importées de Madagascar (56 %) et des Comores (37 %). Les salades, exclusivement importées de France métropolitaine, ont un prix moyen de 13,23 €/kg à l'arrivée.

## PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		déc.-10	112,4	0,2%	2,6%
<b>Chômage</b> (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		sept.-10	11 429	13,0%	7,5%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-10	22 755	-47,6%	-24,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-10	365 831	6,6%	3,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-10	813	-24,1%	39,0%
		cumulées	déc.-10	10 062	8,8%	81,5%
	Taux de couverture	mensuels	déc.-10	3,57%	1,11 pt	1,63 pt
		cumulés	déc.-10	2,75%	0,05 pt	1,19 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	déc.-10	521	0,8%	34,7%
		cumulés	déc.-10	5 928	-	24,2%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-10	26 784	-29,6%	-22,5%
		cumulés	déc.-10	279 932	-	9,5%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	déc.-10	37,2	19,5%	-39,2%
	cumulés	déc.-10	512,9	-	17,1%	
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(3)</sup> (en tonnes)	mensuelles	déc.-10	9 337	179,8%	27,9%
		cumulées	déc.-10	83 628	-	-12,7%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-10	37 043	0,2%	4,9%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	déc.-10	21 180	12,7%	9,4%
		cumulées	déc.-10	21 180	-	9,4%
<b>Automobile</b> (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	janv.-11	68	-32,0%	7,9%
		cumulés	janv.-11	68	-	7,9%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	janv.-11	15	200,0%	-46,4%
	cumulés	janv.-11	15	-	-46,4%	
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	déc.-10	7,4	110,7%	-29,8%
		cumulés	déc.-10	59,5	-	-33,1%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-10	44,3	80,6%	-35,2%
	cumulées	déc.-10	397,8	-	-31,0%	

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

\* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

# PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊTS ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

### Taux d'intérêt légal

### Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)

ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

\* hors prime d'Etat

### Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

### TIBEUR (Février 2011)

Novembre	Décembre	Janvier	Février	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,5777%	0,4902%	0,6672%	0,6780%	0,8930%	1,0870%	1,3530%	1,7160%

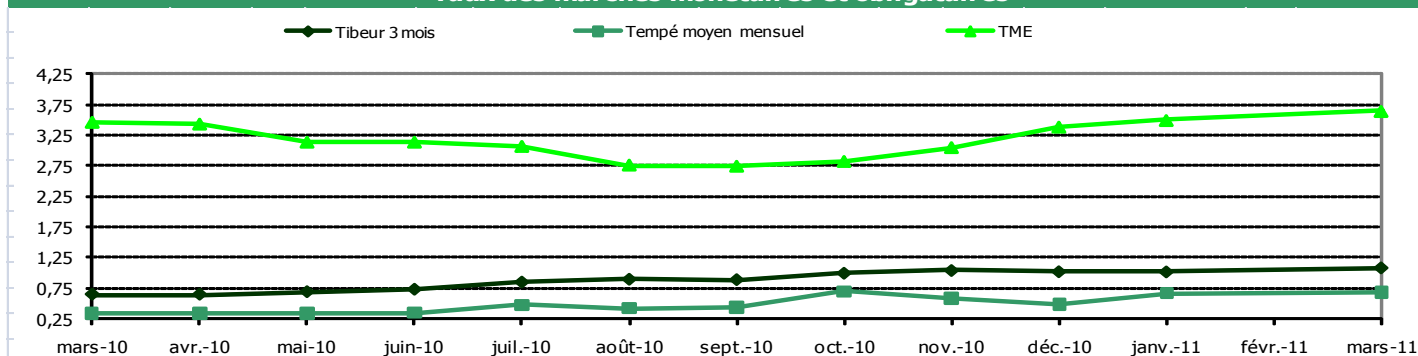
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Novembre	Décembre	Janvier	Février	Novembre	Décembre	Janvier	Février
3,05%	3,39%	3,50%	3,65%	3,25%	3,59%	3,70%	3,85%

### Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>					
Prêts à taux fixe		5,51%			
Prêts à taux variable		4,96%			
Prêts relais		5,88%			
<b>Autres prêts</b>					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,31%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,67%	Découverts en compte (1)		13,77%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		7,77%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

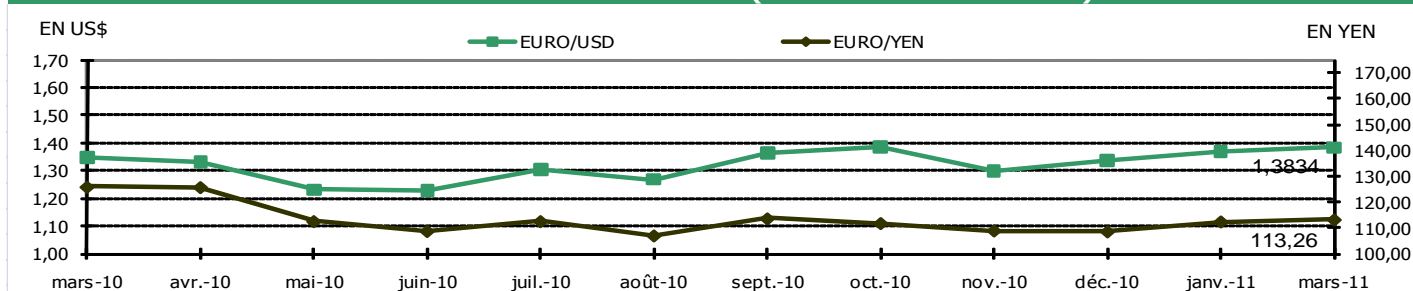
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3834	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,6400	EURO/SRD (Surinam)	4,54280
EURO/JPY (Japon)	113,2600	EURO/BWP (Botswana)	9,14080	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,46410
EURO/CAD (Canada)	1,3535	EURO/SCR (Seychelles)	16,8564	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,0010
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85280	EURO/MUR (Maurice)	40,4032	EURO/BBB (La Barbade)	2,75320
EURO/SGD (Singapour)	1,7582	EURO/BRL (Brésil)	2,2932	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,81020
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,7771	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,91210	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2739,43	EURO/XCD (Dominique)	3,7168	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			